

Nous avons examiné le document du ministre intitulé «Le défi des années 80, une stratégie agro-alimentaire pour le Canada» qui nous a été remis. Ce document comporte certains défis et certaines propositions ambitieuses. Nous avons examiné l'éventualité de faire passer, d'ici l'an 2000, le chiffre d'affaires annuel du secteur agricole de 15 à 35 milliards de dollars. Le ministre parle des milliers d'emplois reliés directement à l'agriculture mais aussi des emplois indirects provenant de la transformation, de la distribution et du transport des produits alimentaires, que l'on peut créer, et de l'importance du secteur agricole de notre pays dans l'équilibre de notre balance des paiements.

Nous admettons tous que nous avons le potentiel et la volonté voulus ainsi que la main-d'œuvre pour produire, pourvu que nous ayons le bon climat, qu'on prenne les bonnes mesures fiscales et monétaires et les stimulants et qu'on crée les marchés nécessaires pour assurer la continuité de l'offre.

Je reconnais avec le ministre l'importance du commerce des produits agricoles, et dans la mesure où cet organisme favorisera la promotion du commerce agricole, améliorera la situation de nos producteurs et renforcera notre position sur les marchés étrangers, nous nous félicitons de ce projet et nous en appuierons le principe. Si la société assure à nos agriculteurs de meilleures perspectives et des bénéfices plus intéressants, en plus de l'équité de la stabilité et d'assises solides, nous souscrivons à l'objectif visé dans la mesure législative.

Nous savons que, pour le moment, les perspectives agricoles ne sont pas des plus prometteuses. Le prix des denrées a plafonné, en fait il a même diminué, tandis que les coûts de production continuent de grimper. D'après les dernières analyses, il est prévu que le revenu agricole net accusera une baisse de 15 p. 100 l'année prochaine. Voilà qui n'est pas très réjouissant. Je remarque que le ministre ne conteste pas ces chiffres. Je sais pertinemment que la question le préoccupe, mais il lui faudra modifier la politique agricole en fonction de ce recul.

Nombreux sont ceux qui remettent en question l'utilité d'une nouvelle société de la Couronne, surtout que nous comptons déjà au Canada une foule de sociétés d'État, d'organismes gouvernementaux et de ministères. S'il faut reprocher quelque chose aux exportateurs de produits agricoles, c'est bien de n'avoir pas su recourir de façon efficace et coordonnée aux services de ces divers organismes. Beaucoup d'agriculteurs canadiens redoutent de plus en plus la multiplication des sociétés d'État, des organismes gouvernementaux, des groupes de travail et des conseils consultatifs destinés principalement à fournir des postes pour les protéger du gouvernement.

● (1220)

Dans le numéro d'*Agriweek* paru la semaine dernière, on signalait que les directeurs des offices de commercialisation provinciaux n'approuvaient pas la création de Canagrex. D'après eux, cette société d'exportation fera double emploi avec les entreprises privées et les ministères fédéraux œuvrant déjà dans le secteur. Selon un des opposants, de nombreux exportateurs du secteur privé s'y opposent farouchement et la plupart des Canadiens n'approuvent pas le projet. Je ne suis pas sûr d'ailleurs que l'on ait encore prouvé l'utilité d'une telle

Société Canagrex—Loi

initiative. Bien sûr, nous ne contestons pas l'objectif visé, l'exportation de nos produits agricoles, mais il faut se demander sérieusement si les mécanismes n'existent pas déjà et si nous ne manquons pas tout simplement de coordination et de direction.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce a déjà exprimé certaines craintes quant à la création de cette société d'État. Il a entrepris une campagne pour vanter le travail accompli par le ministère et ce qu'il est capable de faire pour faciliter l'exportation des produits alimentaires et agricoles. Même s'il s'agit peut-être d'objectifs ambitieux et recommandables, on peut se demander si la création d'une autre machine administrative remplira son but ultime.

Un éminent canadien qui a consacré sa vie à l'agriculture a parlé de l'ingérence continue du gouvernement dans la production, la commercialisation, la distribution et le transport des produits agricoles. Ces remarques pourraient sans doute s'appliquer à toutes les industries du Canada, mais M. Mack Runciman qui a dirigé pendant de nombreuses années la United Grain Growers s'est exprimé sans détours. Il a fait valoir que cette ingérence incessante dans la vie des agriculteurs et en fait la vie de toute la collectivité agricole aura de graves conséquences pour leur liberté économique. Il a lancé un avertissement dont nous devrions tous tenir compte.

Le gouvernement semble déterminé à minimiser l'utilité et la nécessité du secteur privé. D'après les propos du ministre, j'ai cru comprendre qu'à bien des égards le gouvernement a perdu confiance dans le secteur privé et qu'il cherche avant tout à établir un contrôle gouvernemental centralisé. C'est ce qui se dégageait clairement des propos du ministre lorsqu'il a dit, comme on peut le lire à la page 14288 du *hansard*:

... en fait, je suis persuadé que nous ne pourrions nous implanter sur les marchés alimentaires que le Canada est le mieux en mesure de satisfaire à moins qu'il n'existe une société de la Couronne comme Canagrex pour représenter ses intérêts sur la scène internationale.

Cette déclaration va assez loin. En fait, il veut dire que nous avons complètement échoué jusqu'ici et que sans cette grosse machine administrative nous ne pourrions jamais gagner notre place au soleil. J'estime qu'on peut contester de tels propos surtout si l'on tient compte des opinions des directeurs provinciaux de la commercialisation qui s'élèvent contre l'établissement de cette société et font valoir qu'un grand nombre d'exportateurs privés s'y opposent farouchement. Cela montre bien qu'ils seront gravement et directement touchés par le rôle de cet organisme en matière d'exportation des produits agricoles.

On nous a dit à peu près la même chose à propos du bill portant création de Petro-Canada. Les ministériels nous ont dit alors que, sans Petro-Canada, nous ne serions jamais auto-suffisants. Pourtant, cette créature a coûté aux Canadiens près de 4 milliards de dollars et aujourd'hui, nous dépendons plus que l'an dernier du pétrole importé; et l'an dernier, nous étions plus dépendants que l'année précédente, et l'an prochain nous le serons encore davantage. Nous constatons aujourd'hui que Petro-Canada accroît ses importations au rythme de 25,000 barils par jour, à \$41 canadiens le baril, alors qu'elle pourrait s'approvisionner en Alberta à \$23.50.